

Destinataires : CA FNROS – UROS MPLR : Administrateurs et adhérents

Objet : Actualités Sociales

ASH – 30 avril 2026 : Publié au JO du 10 avril 2026, un décret du 8 avril relève l'âge de 70 ans à 80 ans, ouvrant droit au bénéfice de l'exonération des cotisations patronales, au titre de la rémunération des aides à domicile. Publié sans concertation avec les organisations représentatives, le texte est considéré par l'UNA (Union Nationale de l'Aide, des Soins et des Services au Domicile) comme une dégradation des conditions de travail des professionnels.

ASH 4 mai 2026 : L'intention de changer le nom des EHPAD semble bien perçue pour les fédérations des secteurs. « L'ADPA (Association des Directeurs au Service des Personnes Agées) demande, depuis très longtemps l'abandon de l'appellation EHPAD qui, à notre avis, n'est pas respectueuse du public que nous accueillons, ni des professionnels qui y travaillent », confirme Pierre Roux, Président de cette organisation.

Le Quotidien du Médecin 6 mai 2026 : Pour que les professionnels de santé prennent mieux en charge la santé cardiovasculaire des femmes le CNPCV (Conseil National Professionnel Cardiovasculaire) publie un document informatif sur les spécificités féminines de ces pathologies.

6 Médias 5 mai 2026 : Des anomalies ont été détectées dans le versement de certaines retraites complémentaires AGIRC/ARRCO. Près de 100 000 dossiers sont en cours de vérification. Des milliers de retraités pourraient recevoir des rappels financiers. Parmi les cas repérés : des retraités enregistrés à tort comme décédés ou des pensions suspendues sans justification, parfois sans que les bénéficiaires n'en aient fait la demande. Ces erreurs visent deux catégories de retraités, d'une part des bénéficiaires de pension de reversion n'ayant pas confirmé leur situation familiale, d'autre part des retraités vivant à l'étranger, tenus de prouver chaque année, qu'ils sont encore en vie : près de 12000 personnes seraient potentiellement lésées, pour un total de 69 millions à reverser. Par ailleurs, 86000 dossiers présentaient un risque élevé d'erreurs, pour un montant estimé à 778 millions d'euros.

6 Médias 56 mai 2026 : Des milliers de futurs retraités sont dans l'incertitude, à quelque mois de l'entrée en vigueur de la suspension de la réforme des retraites. Ils sont bloqués dans leur démarche, faute de décrets. Le retard affecte ceux en carrière longue qui doivent partir plus tôt à la retraite. Ils sont entre 10000 et 15000 d'après Ouest-France.

Francis De Block